

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

## PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

**ARRETE**  
**portant autorisation partielle d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor*  
*Chevalier de la Légion d'honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1<sup>er</sup> août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 26 juillet 1979 relatif à l'exploitation d'un élevage avicole de 15750 animaux équivalents, soit 15750 poules pondeuses, sur le site de « Le Bourg » en LA MALHOURE ;
- VU l'arrêté de prescriptions du 3 octobre 1991 relatif à l'exploitation d'un élevage avicole de 24991 animaux équivalents, soit 24991 poules pondeuses, sur le site de « Le Pileau » en TRAMAIN ;
- VU l'arrêté d'autorisation du 13 avril 1995 relatif à l'exploitation d'un élevage avicole de 30960 animaux équivalents, soit 30960 poules pondeuses, sur le site de « Les Forrières » en PLESTAN ;
- VU le récépissé de déclaration du 13 décembre 2002 relatif à l'exploitation d'un élevage avicole de 16320 animaux équivalents, soit 16320 poules pondeuses, sur le site de « Parga » en JUGON LES LACS ;
- VU le récépissé de déclaration du 21 octobre 2002 relatif à l'exploitation d'un élevage avicole de 10000 animaux équivalents, soit 10000 poules pondeuses, sur le site de « Le Chef Du Clos » en TRAMAIN ;

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté Egalité Fraternité

place du GENERAL DE GAULLE - BP 2370 - 22 023 SAINT BRIEUC - TEL 02-96-62-44-22

1 / 5

- VU la demande présentée le 16 avril 2002 au titre de l'installation classée « **EARL MOISAN AVICULTURE** », sise « Les Forrières » en PLESTAN, en vue de procéder à la régularisation administrative et restructuration d'un élevage avicole partiellement autorisé (poules pondeuses) avec transfert de cheptel à partir d'autres sites (« Pileau » en TRAMAIN, « Route du Champ Clos » en LA MALHOURE, « Parga » en JUGON LES LACS), pour un cheptel global de 82128 animaux-équivalents (soit 82128 poules pondeuses), exploité sur le site de « Les Forrières » en PLESTAN (Section YB N°62-89-90-91-92);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de LANDEHEN, LA MALHOURE, NOYAL, PLESTAN, SAINT RIEUL, émises respectivement les 19 septembre 2002, 28 septembre 2002, 10 septembre 2002, 28 septembre 2002, 3 septembre 2002 ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 25 mars 2003 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 18 avril 2003;
- VU les observations formulées le 3 juin 2003 et le 16 août 2003 par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512-2 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 511-1 du Code de l'environnement;

**CONSIDERANT** que la demande de régularisation concernant 6358 poules pondeuses sur le site de LES FORRIERES en PLESTAN a fait l'objet d'un avis défavorable en CDH le 18 avril 2003, dès lors que ce cheptel n'était pas présent sur le site au 1er janvier 1994 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

### **- A R R E T E -**

#### **ARTICLE 1ER -**

A. -

1°) La demande présentée le 16 avril 2002, au titre de l'installation classée « **EARL MOISAN AVICULTURE** », en vue de procéder à la régularisation administrative et restructuration d'un élevage avicole partiellement autorisé (poules pondeuses) avec transfert de cheptel à partir d'autres sites (« Pileau » en TRAMAIN, « Route du Champ Clos » en LA MALHOURE, « Parga » en JUGON LES LACS) sur le site de « Les Forrières » en PLESTAN, est refusée, en ce qui concerne le cheptel de 6358 poules pondeuses sur le site "LES FORRIERES" en PLESTAN;

2°) Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **EARL MOISAN AVICULTURE** », sise « Les Forrières » en PLESTAN » à exploiter conformément aux plans annexés à la demande, sur le site de « Les Forrières » en PLESTAN (section YB N°62-89-90-91-92), un élevage de 75770 animaux équivalents ( 75770 poules pondeuses en présence simultanée).

Cet élevage sera composé comme suit :

Sites d'élevage	Elevage à régulariser	Elevage à créer ou à supprimer	
« Le Bourg » en LA MALHOURE	15750 poules pondeuses	-15750 poules pondeuses	soit 0 animaux-équivalents
« Le Pileau » en TRAMAIN	24991 poules pondeuses	-24991 poules pondeuses	soit 0 animaux-équivalents
« Les Forrières » en PLESTAN	30960 poules pondeuses	44810 poules pondeuses	soit 75770 animaux-équivalents
	Total : 71701 animaux	Total : 4069 animaux	Total : 75770 animaux-équivalents

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 de la nomenclature, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et des prescriptions définies ci-après.

B. – Il est donné acte au pétitionnaire de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter une unité de fabrication d'engrais et de supports de culture à partir des matières organiques, dont la capacité moyenne de production est de 1225 tonnes par an.(engrais organiques NFU 42001 – fientes déshydratées).

## **ARTICLE 2 -**

### **2.1 - Prescriptions spéciales:**

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

### **2.2 - Prescriptions générales de sécurité :**

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

### **2.3 - Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :**

2.3.1 – Toutes les eaux usées (sas, etc. ) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. *Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.*

2.3.2 - les fientes déshydratées, 244 T (en granules) sont épandues sur l'exploitation par un épandeur (type engrais minéral).

2.3.3 – tout stockage de fientes (y compris les engrais ensachés) est interdit sur le site d'élevage en dehors des ouvrages de stockage.

2.3.4 – les poulaillers (sur les sites de « Le Bourg » en LA MALHOURE et « Le Pileau » en TRAMAIN) seront désaffectés (enlèvement du matériel d'élevage) dans un délai de six mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral, après avoir assuré l'enlèvement des déjections et le lavage et désinfection.

Tous les autres travaux prévus seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

#### **2.4 – Prescriptions complémentaires concernant l'unité de fabrication d'engrais et de supports de culture :**

2.4.1 – La fabrication des produits (*fientes déshydratées*) sera réalisée

a) par un tunnel de séchage des fientes dans un poulailler (surface : 490 m<sup>2</sup>)

b) par séchage et granulation des fientes dans les hangars aménagés d'une surface totale de 635 m<sup>2</sup>, permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

2.4.2 – *Conformité des produits :*

Conformément au dossier déposé, les engrais fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (*fientes déshydratées, engrais organiques Norme NFU 42001*).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (*destruction, incinération, épandage, etc.*)

2.4.3 – *Destination des produits :*

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel (*exceptées les parcelles du plan d'épandage présenté dans le dossier*).

2.4.4 – *Traçabilité des produits :*

- Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (*fientes déshydratées*) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

a) Date d'enlèvement du site,

b) Nom, adresse et coordonnées du destinataire final,

c) Nature,

d) Nom du transporteur,

e) Quantité en tonnes et en m<sup>3</sup>.

- A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

a) les informations définies ci-dessus

b) les originaux des bons d'enlèvement,

c) un état des stocks au 31 décembre.

Dans l'hypothèse où la commercialisation en jardinerie sous la marque commerciale « FLORA GREEN » ne serait pas respectée, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage (75781 poules pondeuses).

#### **ARTICLE 3 -**

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

#### **ARTICLE 4 -**

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée de justificatifs.

#### **ARTICLE 5 -**

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **ARTICLE 6 -**

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLESTAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant. Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### **ARTICLE 7 -**

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées des 26 juillet 1979, 3 octobre 1991, 13 avril 1995.

#### **ARTICLE 8 -**

"Délai et voie de recours" (article L.514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

#### **ARTICLE 9 -**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de DINAN,

Le Maire de PLESTAN,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, et, d'autre part, adressée aux maires de LANDEHEN, LA MALHOURE, NOYAL, PLESTAN, SAINT RJEUL, LAMBALLE pour information.

SAINT-BRIEUC, le 06 octobre 2003

LE PREFET,

Signé : Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD

Pour copie certifiée conforme  
L'Attaché chef de bureau

  
**Christian RAYMOND**